



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

Objectif

Lettre d'information
économique

AFRIQUE

N° 245 – 11 avril 2024

Les titres à la une

Afrique de l'est : Chute des volumes de transport sur le canal de Suez de 55 % en février dans le contexte de crise en mer Rouge

Afrique de l'ouest : La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,5 % alors que la Banque centrale du Nigéria le porte à 24,5% pour lutter contre l'inflation

Afrique centrale : Lancement d'une alliance pour le marché carbone

Afrique australe : Une sécheresse historique dans la zone

Régional : L'Union Africaine entend inaugurer sa propre agence de notation de crédit le 31 décembre 2024

LE CHIFFRE À RETENIR

24,5 Md€

Les échanges commerciaux France-Afrique subsaharienne on atteint 24,5 Md€ en 2023

Table des matières

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| Focus | 3 |
| Conjoncture | 4 |
| Environnement des affaires | 9 |
| Projets et financements | 12 |
| Secteurs d'activités | 14 |
| • Energies et matières premières | 14 |
| • Industrie, transports et services | 18 |
| • Agriculture et agroalimentaire | 20 |
| Agenda | 21 |
| Contacts | 22 |

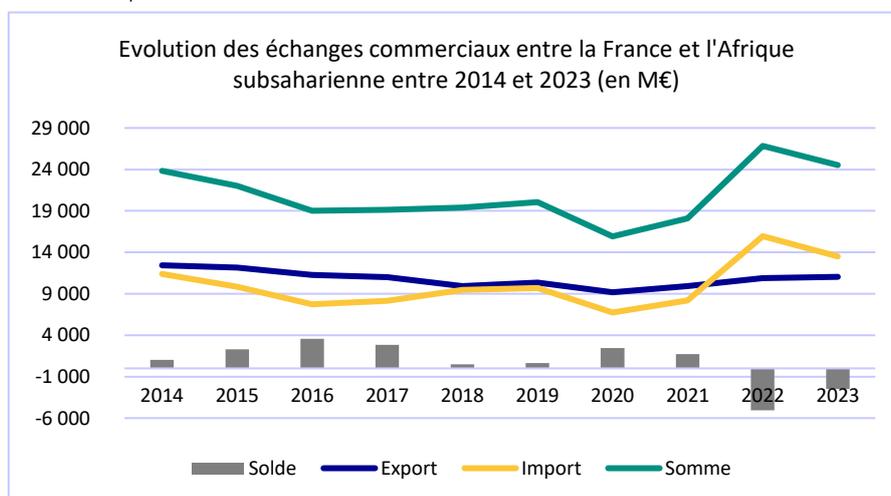
FOCUS

Point sur les échanges commerciaux France-Afrique subsaharienne en 2023

En 2023, les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique subsaharienne (48 pays) ont totalisé 24,5 Md€ (11 Md€ d'exportations et 13,5 Md€ d'importations) soit 1,9 % des échanges commerciaux de la France selon les Douanes. L'Afrique subsaharienne représente 1,8 % des exportations françaises et 1,9 % des importations françaises. Si cette part suit une tendance baissière depuis 10 ans, ces échanges sont comparables avec ceux réalisés entre la France et l'Amérique latine (2,0 % du commerce extérieur français et 26,3 Md€ en 2023). Les échanges avec l'Afrique subsaharienne connaissent une hausse en volume, au-dessus de la moyenne sur les dix dernières années (20,9 Md€), portée par la hausse des importations d'hydrocarbures (+70 % par rapport à la moyenne des dix dernières années), en provenance du Nigéria et de l'Angola. En 2023, les principaux partenaires de la France en Afrique subsaharienne sont le Nigéria (5,0 Md€), l'Afrique du Sud (3,3 Md€), la Côte-d'Ivoire (2,4 Md€), l'Angola (2,0 Md€) et le Cameroun (1,5 Md€).

En 2023, la France reste le 8ème pays fournisseur de l'Afrique subsaharienne avec 3,2% des parts de marché (contre 3,3 % en 2022), ce qui est légèrement inférieur aux parts de marché de la France au niveau mondial en 2023 (3,5 % en 2023). Par comparaison, sur les trois premiers trimestres de 2023, la Chine détenait 17,3 % des parts de marché à l'export en Afrique subsaharienne (55 Md\$), en hausse continue depuis 10 ans.

L'Afrique subsaharienne reste une région clef pour certains approvisionnements de la France (hydrocarbures, produits agricoles et minerais stratégiques). La France a ainsi importé 11,6 % de son total d'hydrocarbures (7,6 Md€) du continent, principalement depuis le Nigéria et l'Angola qui étaient respectivement les 4e et 11e fournisseurs d'hydrocarbures au niveau mondial. La France importe 9 % de ses produits agricoles d'Afrique subsaharienne (9,4 % en 2022) pour 1,6 Md€ (1,7 Md€ en 2022), notamment en provenance de la Côte d'Ivoire (9e fournisseur, 0,5 Md€) et d'Afrique du Sud (19e fournisseur, 0,2 Md€). Enfin, 15,1 % des approvisionnements français de minerais stratégiques viennent d'Afrique (0,2 Md€) avec 3 pays subsahariens parmi les 10 premiers fournisseurs de la France. Enfin, en termes d'investissements, la France reste le 2^e pays investisseur en Afrique avec un stock d'IDE de 38,9 Md€ en 2022 et 2 440 filiales d'entreprises française (hausse de 60% en 10 ans) employant directement 235 000 personnes sur le continent.



Source : Le chiffre du commerce extérieur, DGDDI

Afrique australe – Une sécheresse historique

L'Afrique australe continue de souffrir d'une sécheresse historique dû au phénomène climatique El Niño. La Zambie, le Botswana et le Zimbabwe en particulier ont connu le mois de février le plus sec depuis au moins 1981 selon l'Université de Californie. En conséquence, la production de tabac du Zimbabwe, principal producteur du continent, devrait chuter d'au moins 10 % pour atteindre 265 millions de kg en 2024, contre une récolte record de 296 millions de kg l'année dernière, a déclaré mercredi 13 mars 2024 l'autorité de régulation de l'industrie. La Zambie semble être le pays le plus touché par la sécheresse, environ 45 % des surfaces plantées ont été détruites au moment où la culture de base du maïs devrait arriver à maturité.

L'hydroélectricité constituant environ 85 % de la production d'électricité en Zambie, le pays a mis en place des coupures d'électricité quotidiennes de huit heures (à l'exclusion des mines) en raison de la réduction de la capacité causée par la sécheresse. L'industrie minière est également impactée, la fonderie de cuivre Chambishi en Zambie a réduit d'un cinquième sa production en raison de la pénurie d'électricité dans le pays. Cette situation a poussé le président zambien à déclarer la sécheresse actuelle catastrophe nationale et l'ONU en collaboration avec le gouvernement zambien, essaye de mobiliser 30 M USD dans le cadre d'un plan de réponse à la sécheresse visant à soutenir les populations impactés (près de 15 millions de personnes dont 6,5 millions en état d'insécurité alimentaire selon la Banque Mondiale). La Banque africaine d'import-export a annoncé un engagement de 1,6 Md USD visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays, entre autres activités.

Ethiopie – Les services du FMI achèvent leur mission en Ethiopie sans accord

L'équipe du Fonds monétaire international (FMI) a achevé sa visite à Addis-Abeba ce mardi 2 avril, après une mission qui aura duré près de deux semaines, sans parvenir à un accord avec les autorités éthiopiennes. Les négociations autour du programme, en cours depuis avril 2023, étaient à l'arrêt depuis la dernière mission du FMI fin septembre, avant de reprendre en début d'année 2024. Un accord de principe de suspension de la dette éthiopienne avait été obtenu auprès du comité des créanciers bilatéraux en novembre, conditionnée à l'atteinte d'un accord au niveau des services du FMI avant le 31 mars 2024. En mars 2024, le gouvernement éthiopien a présenté aux partenaires de développement les grands piliers de son plan de libéralisation de l'économie, le Homegrown Economic Reforms 2.0, servant de base aux discussions pour l'obtention de l'accord de financement. Si la visite des équipes du FMI n'a pas permis d'aboutir à un accord, des progrès ont été faits et les négociations vont se poursuivre en marge des assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI, a annoncé l'institution multilatérale dans un communiqué.

UEMOA – La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,5%

A l'issue de sa réunion tenue le 6 mars 2024, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Cette décision se justifie essentiellement par l'atténuation des tensions inflationnistes et l'amélioration des comptes extérieurs de l'UEMOA. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 2,3% au 4ème trimestre 2023, après 2,9% le trimestre précédent. Ce recul a été favorisé par l'atténuation des pressions inflationnistes sur les produits alimentaires, les effets des mesures de politique monétaire et les efforts des Etats pour lutter contre la vie chère. En outre, pour l'année 2023, le taux d'inflation s'est situé à 3,7% en moyenne annuelle, après 7,4% en 2022. Les projections de la BCEAO pour l'année 2024 indiquent que l'inflation devrait rester dans la zone cible (entre 1% et 3%) définie pour la conduite de la politique monétaire. Par ailleurs, le taux de croissance de l'UEMOA en 2023 est estimé à 5,6% et, selon les projections, devrait s'accroître en 2024 pour s'établir à 6,5%.

Gabon – Fitch confirme la note « B- » de la dette et supprime la surveillance négative

Fitch Ratings a confirmé le 26 janvier la note de crédit à long terme en devises étrangères du Gabon à « B- », avec une perspective stable. Cette note reflète une résilience anticipée de la croissance du PIB réel gabonais (+2,5 % en 2024 et +2,8 % en 2025) qui dépend cependant encore trop de la rente pétrolière (qui devrait représenter 38,8 % du revenu total du pays en 2024). Fitch déplore aussi une mauvaise gestion des finances publiques qui empêche l'apurement de ses arriérés. L'agence de notation financière américaine a aussi décidé de lever la surveillance négative établie le 5 septembre 2023 à la suite du coup d'Etat. Cette décision fait suite à l'apaisement du climat politique ainsi qu'à l'absence de sanctions financières à l'encontre du pays.

Gabon – Les services du FMI concluent leur mission de consultation de 2024

Débutée le 24 janvier dernier, la mission au titre de l'article IV du Fonds monétaire international (FMI) s'est achevée le 5 février à Libreville par une rencontre entre M. Sylla, administrateur du FMI, et le Premier ministre de la Transition, M. Ndong Sima. Cette consultation a essentiellement porté sur les défis à court-terme auxquels fait face le Gabon : renforcer la transparence et la gouvernance, relancer la croissance économique et stabiliser la situation budgétaire. Le représentant du FMI a d'ores et déjà salué des progrès sur trois points : la convergence vers un compte unique du trésor, le paiement des arriérés et l'augmentation des recettes.

Guinée-Bissau – Accord des services du FMI pour les 4^{ème} et 5^{ème} revues du programme FEC

Le 12 mars 2024, les services du FMI ont conclu avec les autorités bissau-guinéennes un accord préliminaire relatif aux 4ème et 5ème revues au titre du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). L'accord devra être approuvé prochainement par le Conseil d'administration du FMI et donner lieu à un décaissement de 6,2 M DTS (8,2 M USD). Les performances de la Guinée-Bissau dans le cadre des 4ème et 5ème revues du programme FEC ont été jugées plus faible que prévu, en raison d'un environnement socio-politique et économique difficile. Selon le FMI, la croissance économique de la Guinée-Bissau a été toutefois résiliente en 2023 et est estimée 4,3% (contre 4,2% en 2022).

Somalie – La Somalie devient le 8ème Etat membre de la CAE

Le ministre du Commerce et de l'industrie somalien a présenté l'instrument de ratification au Secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), finalisant ainsi le processus d'adhésion d'un nouveau membre. Le pays devient ainsi le 8e pays membre de la Communauté, après que la RDC l'avait rejoint en 2022. La Somalie doit définir la feuille de route qui lui permettra de mettre en place les engagements de la CAE tels que l'union douanière et le marché commun. La Somalie va bénéficier des projets d'infrastructures régionales de la CAE dans les domaines routiers, ferroviaire et énergétique. La CAE va permettre au pays de s'intégrer au marché régional et de développer son commerce et son accessibilité, tout en connectant les pays enclavés à ses 3 000 km de côtes.

Soudan du Sud – Mise en œuvre de mesures d'urgence dont des restrictions sur les exportations vers le Soudan

Le Soudan du Sud a annoncé des restrictions sur l'exportation de certaines denrées vers le Soudan. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, William Anyuon Kuol, a invoqué les pénuries internes et l'inflation pour justifier cette décision. Dans le même temps, la Banque centrale a annoncé des mesures urgentes visant à stabiliser la situation financière, à contrôler le marché illégal de devises et à freiner la dépréciation de la livre sud soudanaise (SSP). Alors que celle-ci s'échangeait à 1 067 pour un dollar en janvier 2024, elle s'établit désormais à 1 600 pour un dollar (2 300 sur le marché noir). De son côté, le ministère des Finances procèdera au versement d'un mois de salaire pour les membres des forces régulières et les fonctionnaires publics, restés impayés depuis six mois. Ces mesures ont été annoncées à la suite de l'arrêt des exportations du pétrole du Soudan du Sud à travers le Soudan en raison de l'explosion du principal pipeline d'acheminement du brut.

Togo – Le FMI approuve un programme de 390M USD en faveur du pays

Le 1er mars 2024, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé en faveur du Togo un accord de 42 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour un montant de 293,6 M DTS (390 M USD), soit 200% de la quote-part. L'approbation de l'accord permet le décaissement immédiat de 51,4 M DTS (68,3 M USD). Cet accord permettra de soutenir le programme de réformes des autorités qui a pour objectif de préserver la stabilité macroéconomique et d'accélérer la réduction de la pauvreté. Les principales politiques prévues sont le renforcement des dépenses de la protection sociale, le rééquilibrage des finances publiques pour stimuler la croissance, la mise en œuvre de réformes structurelles pour améliorer l'environnement des affaires et la recapitalisation de la dernière banque publique existante. L'un des axes phares du programme sera notamment l'accroissement des recettes fiscales à hauteur de 0,5% du PIB par an. Selon le FMI, le taux de croissance du Togo est estimé à 5,4% en 2023 et devrait s'établir à 5,3% en 2024.

Nigeria - Le comité de politique monétaire de la CBN décide une nouvelle hausse de son taux directeur face à l'accélération de l'inflation

La Banque centrale du Nigéria (CBN) poursuit le resserrement de sa politique et augmente son taux directeur de +200 pb, après +400 pb en février, le portant à 24,75 %. La Banque resserre également le corridor asymétrique des taux des facilités marginales de prêt et de dépôt à +100/-300 autour du taux directeur, provoquant de fait une hausse du taux de la facilité marginale de dépôt. La CBN maintient par ailleurs le taux de réserve obligatoire à 45 % pour les banques de dépôts et augmente celui des banques d'investissement de 10 % à 14 %. Enfin, le taux de liquidité est maintenu à 30 %. La CBN se dit préoccupée par l'accélération persistante de l'inflation en février (+31,7 %), tirée par la hausse des prix alimentaires (+37,9 %). Elle salue la stabilisation du change observée depuis son précédent comité de politique monétaire en février, soulignant notamment les effets positifs que joue le remboursement de ses arriérés de paiement en devises achevé en fin de semaine dernière. La hausse des taux directeurs est dans la fourchette haute des anticipations. La poursuite du durcissement de la politique monétaire était attendue et devrait permettre de consolider la stabilisation du naira sur les marchés des changes. Le cadre de la CBN centré sur l'inflation est également confirmé.

Cameroun - Adoption de nouvelles mesures salariales pour préserver le pouvoir d'achat des ménages

Par deux décrets signés le 21 février 2024, le Président de la République a revalorisé de 5 % les salaires de base des agents publics. De même, les allocations familiales versées par la Caisse nationale de prévoyance sociale et le ministère des Finances passent de 2 800 FCFA à 4 500 FCFA par enfant à charge et par mois. Par ailleurs, le Premier ministre a signé, le 23 février 2024, un décret portant augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) pour les agents de l'État relevant du code du travail (passage de 41 875 FCFA à 43 969 FCFA). Ces dispositions font suite à la décision prises le 3 février par les autorités camerounaises d'une hausse

des prix du carburant : les prix sont passés de 730 FCFA à 840 FCFA pour le litre de super et de 720 FCFA à 828 FCFA pour le litre de Gasoil.

Cameroun - Le FMI approuve un nouvel accord de prêt de 183,4 M USD au titre de la Facilité pour la résilience et le développement durable

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 29 janvier un accord de 18 mois au titre de la Facilité pour la Résilience et le Développement durable (RSF), pour un montant de 183,4 M USD. Du fait de la forte vulnérabilité du pays aux changements climatiques (16ème pays le plus vulnérable aux impacts du changement climatique au niveau mondial), cet accord vise à soutenir les efforts du pays pour s'adapter et atténuer leurs impacts. Les décaissements débuteront après l'achèvement du premier examen de l'arrangement. Ce nouvel accord RSF coïncide avec les 18 mois restants des programmes de Facilité Élargie de Crédit (FEC) et de Mécanisme élargi de crédit (MEDC) approuvés en juillet 2021 et prolongés en décembre 2023 pour soutenir les réformes économiques et financières du pays.

Cameroun - L'inflation en 2023 se situe à 7,4 % au niveau national

Selon une note publiée par l'INS, le taux d'inflation au Cameroun se situe à 7,4 % en 2023, un niveau record depuis la dévaluation du FCFA en 1994. Ce niveau d'inflation est tiré par la hausse des prix des produits alimentaires (+ 11,1 %) et des transports (+15,0 %). Une analyse transversale permet de constater que les produits frais (+15,1 %) et les produits énergétiques (+ 8,4 %) sont ceux qui ont le plus porté l'inflation, s'ajoutant à l'inflation sous-jacente (+ 6 %).

Cameroun - Le Cameroun vise une émission obligataire de 200 Mds FCFA

Le Gouvernement camerounais se prépare à lancer son 8e emprunt obligataire en avril 2024. Ainsi, l'État vise à lever 200 Mds FCFA par l'intermédiaire de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC). Cette annonce a été faite par le ministre des Finances lors de la cérémonie de présentation du plan de financement de l'État pour l'exercice 2024, qui s'est tenue le 15 février à Douala. Cet emprunt obligataire vise à générer des fonds pour des projets d'infrastructure à travers le pays. La dernière opération similaire au Cameroun a eu lieu en 2023. Initialement fixé à 200 Mds FCFA, le montant avait ensuite été ajusté à 150 Mds FCFA en raison des conditions difficiles du marché. Malgré ces circonstances, le Cameroun avait expérimenté avec succès un emprunt à taux multiples (ECMR 2023) pour la première fois dans la zone CEMAC, obtenant finalement 176,7 Mds FCFA après que le régulateur du marché eut autorisé une surallocation.

Environnement des affaires

Régional – L'Union Africaine veut créer son agence de notation de crédit en fin d'année

Le projet d'une agence de notation de crédit créée par l'Union Africaine (UA) et dotée d'un capital opérationnel de 873 000 USD pourrait voir le jour avant 2025, selon une source officielle de l'agence Reuters. Face à des accusations croissantes de traitement injuste des pays africains par les principales agences de notation, l'Union Africaine avait émis l'idée d'une agence indépendante des gouvernements apportant et des analyses plus proches des dynamiques de terrain dès 2023. En avril 2023, une étude du PNUD avait estimé que les pays africains pourraient économiser jusqu'à 74,5 Mds USD si les notations de crédit étaient fondées sur des évaluations moins subjectives (notamment concernant la fréquence des actions de notation pour les pays africains). L'UA cherche à obtenir des financements des institutions multilatérales africaines, des agences de notations et d'investisseurs nationaux et a affirmé que l'intérêt du secteur privé était très important.

Afrique de l'Est – Chute des volumes de transport sur le canal de Suez de 55 % en février avec la crise en mer Rouge

Les volumes de transport maritime sur le canal de Suez ont chuté fortement mi-février (de 55 % par rapport à février 2023) du fait des attaques en mer des rebelles houthis forçant les navires commerciaux à éviter l'artère principale du commerce mondial. Les revenus du canal de Suez sont ainsi tombés à 428 MUSD en janvier 2024, près de 2 fois moins qu'un an auparavant. Le détournement des transports en mer Rouge vers des itinéraires plus longs affecte les chaînes d'approvisionnement mondiales, qui subissent une hausse des prix. L'impact sur l'inflation dans la zone a commencé à se faire sentir. La banque centrale du Rwanda a annoncé que le retard et l'augmentation des prix du transport avaient déjà affecté le commerce et les prix depuis janvier, particulièrement pour les matières premières. Les effets sur les économies de la région AEOI pourraient être significatifs si la situation se prolonge, en particulier la Corne de l'Afrique, 31 % des échanges extérieurs de Djibouti et 34 % de ceux du Soudan empruntant le canal de Suez et l'activité du port de Djibouti étant fortement dépendante de ces échanges. L'Éthiopie devrait également être affectée par les perturbations en mer rouge puisqu'environ 95% de ses échanges transitent par Djibouti. Les données analysées par SEFACIL, une fondation française consacrée à la logistique portuaire,

montrent une chute de 10 % des escales à Djibouti, de 22 % à Port-Soudan, tandis que Mombasa est le seul port de la zone à en gagner (+ 15 %).

Afrique centrale – Lancement d’une alliance pour le marché carbone

La Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale (BDEAC) en partenariat avec l’Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) et la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatiques (CCNUCC) a organisé à Yaoundé du 23 au 25 janvier 2024, des assises pour renforcer l’action climatique et développer une alliance pour le marché carbone et la finance climat dans la sous-région. Ces assises ont permis de dresser un état des lieux des marchés carbone dans l’espace francophone de la région d’Afrique Centrale et du Bassin du Congo. Cette rencontre a abouti à la naissance d’une alliance régionale pour le marché carbone qui permettra à long terme « la diversification des économies et la création des emplois en lien avec la protection et la gestion durable des écosystèmes ».

Nigeria –La CBN déclare avoir payé ses 7 Md USD d’arriérés de change, provoquant une stabilisation du naira

La Banque centrale du Nigeria (CBN) a déclaré mercredi qu'elle avait réglé avec succès tous les arriérés de change valides hérités de l'ère Emefiele, d'un montant total de 7 Md USD. Hakama Sidi Ali, directrice par intérim de la communication de la CBN, a ainsi déclaré que la CBN avait récemment finalisé le paiement de 1,5 Md USD pour régler les dernières obligations envers les clients des banques, réduisant ainsi à néant le solde restant d’arriéré de change. Par voie de conséquence, la tension sur le taux de change naira/dollar diminue progressivement (appréciation de 9,1 % sur le marché officiel depuis le début du mois ; 6,0 % sur le marché parallèle), les réserves extérieures du Nigeria affichant par ailleurs une croissance soutenue au cours du mois dernier. Selon les données de la CBN, les réserves de devises étrangères ont en effet augmenté de 3,6 % pour atteindre 34,3 Md USD au 20 mars 2024 par rapport aux 33,1 Md USD enregistrés au point bas du 8 février 2024. En outre, la CBN a fait état d'une augmentation significative des envois de fonds de la diaspora, qui ont grimpé en flèche pour atteindre 1,3 Md USD en février, contre 300 M USD en janvier.

Mauritanie – Nouvelles mesures pour renforcer les transactions par téléphone mobile

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) a adopté de nouvelles réformes visant à l’amélioration de la réglementation relative aux transactions via mobile à travers les comptes de paiements appelés Wallet, ou les comptes bancaires traditionnels. Elles ont pour objectifs de renforcer les mesures de sécurité et de conformité

règlementaire afin de prévenir les éventuels abus, garantir la sécurité des transactions et lutter contre le blanchiment d'argent. Les nouvelles mesures établissent entre autres les plafonds de retrait et de paiement via les comptes de paiement mobile à 50 000 MRU (1 143 EUR) par jour et à 200 000 MRU (4 572 EUR) par mois. La BCM impose désormais une limite à la valeur maximale stockée sous forme d'unités de monnaie électronique, qui s'établit à 200 000 MRU (4 572 EUR).

Cameroun – Lancement de la communauté Afrique France Entrepreneurs

À l'occasion du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé (Promote), l'envoyé spécial pour les partenariats économiques en Afrique, Christophe BOUCHARD, a officiellement lancé la communauté Afrique France entrepreneurs du Cameroun. La cérémonie s'est tenue en présence de l'Ambassadeur de France, des représentants de Bpifrance et de l'ensemble de la « Team France ». Issue du Sommet Afrique France de Montpellier d'octobre 2021, l'initiative a pour objectif de réinventer et de renforcer les relations économiques entre l'Afrique et la France, en encourageant la collaboration entre les entreprises françaises et les entrepreneurs du continent. Pour rappel, la 9ème édition du Salon Promote s'est tenue du 17 au 26 février 2024 à Yaoundé Il s'agit d'un événement d'affaires biennal qui réunit des entreprises, des acteurs institutionnels, des décideurs et des investisseurs. L'évènement accueille plus de 1000 exposants à chaque édition.

Gabon – Le Gouvernement dévoile son Plan National de Développement pour la Transition

Faisant suite au Plan d'accélération de la transformation de l'économie gabonaise sous le régime de l'ancien président Ali Bongo, le gouvernement de la transition vient de se doter d'un nouveau document programmatif pour les trois prochaines années (2024-2026). Baptisé Plan national de développement pour la transition (PNDT), il s'articule autour de quatre piliers: le développement des infrastructures stratégiques, la diversification de l'économie, la promotion d'un nouveau pacte social pour un développement inclusif et le renforcement de la durabilité environnementale. Ce programme prévoit la mise en œuvre de 293 projets de développement dont les besoins en financements sont globalement estimés à 4 536 Mds FCFA.

Tchad – Mesures gouvernementales de lutte contre l'augmentation du coût de la vie

L'inflation au Tchad a atteint un taux de 3,5 % en 2023. En vue d'alléger cette pression financière, en particulier pour les ménages les plus vulnérables, le Gouvernement a décidé d'exonérer des droits de taxe à l'importation plusieurs denrées alimentaires. Sont concernées : la farine de froment, le maïs, le sorgho, le sarrasin, le millet et alpestes, le riz, la farine de céréales, la semoule et le sel.

Projets et financements

Mauritanie – La France octroie un financement de 40 M EUR pour des projets hydrauliques

Le ministre de l'Économie et du Développement Durable a signé avec l'Agence française de développement (AFD) deux accords de financements pour un montant total de 40 M EUR destinés à la mise en œuvre du Projet intégré de mobilisation des eaux de surface. Le premier accord porte sur une convention de crédit à hauteur de 35 M EUR tandis que le second porte sur une subvention de 5 M EUR. Ce projet participera d'une part à la réhabilitation et à la valorisation agropastorale de 36 barrages, au bénéfice de 18 000 ménages, et d'autre part au renforcement de la gouvernance du secteur de l'hydraulique. Le financement permettra la mise en place du système national d'information sur l'eau et l'assainissement et la définition d'une stratégie nationale de gestion intégrée de la ressource en eau.

Somalie – Les créanciers du Club de Paris parviennent à un consensus sur l'annulation la dette de la Somalie dans le cadre de PPTE

La Somalie est devenue le 37ème pays à bénéficier d'une annulation de dette de la part du Club de Paris suite à l'approbation en décembre dernier par le FMI et la Banque mondiale de son point d'achèvement, dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE renforcée). Les représentants des pays créanciers du Club de Paris sont parvenus à un consensus pour annuler 1,2 Md USD en termes nominaux afin de rétablir la viabilité de la dette de la Somalie. En outre, les créanciers du Club de Paris ont confirmé leur volonté d'accorder une annulation de dette supplémentaire sur une base volontaire et bilatérale pour un montant de 815 MUSD. Ces deux décisions entraîneront une réduction de plus de 2,0 Mds USD, soit 99 % de la dette de la Somalie à l'égard des membres du Club de Paris en janvier 2023. La réunion était présidée par M. Bertrand Dumont, président du Club de Paris et Directeur général du Trésor, et M. William Roos, co-président du Club de Paris et Secrétaire adjoint à la Direction générale du Trésor. La délégation somalienne, menée par le ministre des Finances, S.E. Bihi Iman Egeh, s'est engagée à utiliser l'espace fiscal fourni par ce traitement de la dette pour les dépenses prioritaires identifiées dans la stratégie de réduction de la pauvreté du pays.

Cameroun – Accord de la Banque mondiale pour financer le corridor Douala-Ndjamena

Par le décret 2024/055 du 21 février 2024, le Président de la République du Cameroun autorise le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à signer avec la Banque mondiale un accord de prêt de 181 Mds FCFA pour le financement du projet régional d'amélioration de la performance du Corridor Rail/Route Douala-Ndjamena (PCDN). Le financement de ce projet, approuvé en février 2022 par la Banque mondiale, comprend également un don de 130 Mds FCFA accordé à l'État tchadien. Le PDCN facilitera les échanges entre le Tchad et le Cameroun en améliorant le fonctionnement et la sécurité du transport intermodal le long du corridor. Le projet s'articule autour de quatre composantes : réhabilitation du rail entre Douala et Yaoundé et modernisation du système de signalisation ; investissements dans les liaisons ferroviaires et routières, renforcement des capacités ferroviaires et sécurité routière au Cameroun ; réfection et entretien des routes, amélioration de la sécurité routière au Tchad ; soutien à la facilitation des échanges et à la mise en œuvre des projets économiques au Cameroun et au Tchad.

Tchad – Nouvel accord de prêt entre le Tchad et la Banque africaine de développement

Le Gouvernement et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont signé le 5 février, deux accords de financement de projets. Cet accord de financement s'illustre sous la forme d'un prêt de 27,2 Mds FCFA (41 M EUR). Cette somme sera répartie entre le financement de la deuxième phase du programme d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu rural et semi-urbain (PAEPA SU-MR à hauteur de 22,6 Mds FCFA (env.34,5 M EUR)), et le projet de mise en valeur de la nappe des grès de Nubie pour une résilience au changement climatique (NUREC à hauteur de 4,5 Mds FCFA (6,8 M EUR)).

Tchad – Octroi d'une aide humanitaire de 45 M EUR au Tchad par l'Union Européenne

L'Union Européenne annonce l'octroi, en 2024, d'une aide humanitaire de 45 M EUR au Tchad dans le cadre de la visite du Commissaire Lenarčič dans la région. Avant le conflit actuel au Soudan, le Tchad accueillait déjà l'une des plus importantes populations de réfugiés de la région et il accueille désormais près de 1,3 million de personnes déplacées de force. Pour 2023, l'UE avait déjà alloué plus de 56 M EUR pour répondre aux besoins humanitaires au Tchad. En collaboration avec les autorités locales, l'UE a également réhabilité une piste d'atterrissage dans la ville d'Adré, l'un des principaux points d'entrée pour les personnes fuyant le Soudan, afin de faciliter l'arrivée d'avions transportant du personnel et du fret humanitaire, ainsi que des évacuations médicales.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud – Le pays veut développer sa production de combustible nucléaire civil

Le ministre des ressources minérales et de l'énergie, Gwede Mantashe, a déclaré lors du forum Africa Energy Indaba du Cap mardi 12 mars 2024 vouloir que l'Afrique du Sud exploite directement ses gisements d'uranium pour en faire du combustible pour l'énergie nucléaire. A l'heure actuelle, l'Afrique du Sud importe des composants de combustible nucléaire des États-Unis et de France pour sa centrale nucléaire de Koeberg, la seule sur le continent africain. Or, l'Afrique du Sud est en pourparlers difficiles avec les États-Unis pour le renouvellement de sa licence d'importation de combustible nucléaire qui pourrait mettre en danger l'approvisionnement de la centrale de Koeberg, responsable de 5% de la production électrique du pays dans un contexte de crise énergétique. Le gouvernement a par ailleurs annoncé en décembre 2023 la prochaine publication d'un appel d'offres pour une nouvelle centrale nucléaire ce qui intensifierait encore le besoin de combustible nucléaire alors que l'Afrique du Sud dispose de fortes ressources en uranium.

Côte d'Ivoire – Nouvelles découvertes de gaz et de pétrole

Le 7 mars, le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie a annoncé une nouvelle découverte majeure d'hydrocarbures dans le bassin sédimentaire ivoirien par Eni Côte d'Ivoire et son partenaire PETROCI Holding. Ce nouveau gisement, dénommé Calao et localisé sur le bloc pétrolier CI-205, est le 2ème plus important découvert en Côte d'Ivoire. Calao est situé à environ 45 km au large des côtes et à 120 km à l'ouest du gisement Baleine. Cette découverte fait suite au forage du puits Murène-1X, d'une profondeur de 2800 m à partir du fond marin. Les estimations indiquent pour le moment des ressources en place de l'ordre de 1 Md à 1,5 Md de barils (contre environ 2,5 Mds de barils pour Baleine). A noter que ce nouveau gisement, beaucoup plus riche en gaz naturel, permettra à terme, de répondre aux besoins du pays pour sa production d'électricité.

Sénégal – Adhésion comme observateur au Forum des pays exportateur de gaz

Le Sénégal a rejoint le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) comme membre observateur. La décision a été actée lors du 7ème Sommet des Chefs d'Etat membres de l'organisation, qui s'est tenu à Alger du 29 février au 2 mars. Créé en 2001 et regroupant les principaux pays exportateurs de gaz naturel dans le monde, le GECF est un cadre de concertation visant à promouvoir la coopération entre ses membres et à défendre leurs intérêts communs sur la scène mondiale. Cette adhésion s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de gestion des ressources naturelles du Sénégal. Elle devrait permettre au pays de bénéficier des supports et

expériences des autres membres. Pour rappel, d'importantes réserves de gaz ont été découvertes au Sénégal depuis 2015, estimées à plus de 910 Mds m3.

Namibie – La Namibie débutera sa production d'hydrogène décarboné en juillet 2024

Lors du symposium sur l'hydrogène vert du 26 et 27 mars 2024 qui s'est tenu à Windhoek, le nouveau président namibien Nangolo Mbumba a annoncé que le pays débutera sa production d'hydrogène décarboné en juillet 2024 grâce au projet Daures Green Hydrogen Village, soutenu financièrement par l'Allemagne. Ce dernier, à plein potentiel, pourrait produire jusqu'à 100 tonnes d'ammoniac vert dans sa première phase et aurait la capacité d'exporter 700 000 tonnes dans sa quatrième phase. Le deuxième projet d'hydrogène vert qui devrait débuter sa production est Cleanergy, au troisième trimestre de l'année prochaine. Cette annonce est un signal positif pour la Namibie qui s'efforce activement de mettre en place une industrie de l'hydrogène vert depuis 2020, dans le but de diversifier non seulement son bouquet énergétique, mais plus encore de renforcer son économie via l'export de l'hydrogène décarboné vers des pays industrialisés comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. Il reste désormais à voir si cette annonce sera suivie de la mise en place d'une industrie de l'hydrogène décarboné intensive en Namibie sachant que la technologie est encore très loin d'être à maturité et n'est à l'heure actuelle pas encore profitable.

Niger – Bénin – Mise en service du pipeline pétrolier

Le pipeline export Niger-Bénin a été officiellement mis en service le 1er mars 2024. Long de 1 980 km, cet oléoduc permettra au Niger d'exporter et commercialiser du pétrole brut via le terminal pétrolier de Sémé-Podji. On estime que le pipeline pourrait transporter à terme près de 90 000 barils de pétrole par jour produits à partir des forages d'Agadem au Niger. Le chargement du premier navire au large des côtes béninoises est prévu pour fin avril ou début mai 2024 d'après les autorités locales. L'Etat béninois percevra des recettes liées aux droits de transit et à l'exportation du pétrole. Pour rappel, la mise en service du pipeline a été retardée en raison des sanctions de la CEDEAO envers le Niger, à la suite du coup d'Etat survenu dans le pays en juillet 2023.

Guinée – Pose de la 1ère poutre du chemin de fer désenclavant Simandou

Le Président de la Transition, accompagné des responsables de Winning Consortium Simandou (WCS - consortium sino-singapourien-guinéen détenteur des blocs 1 et 2 de la mine de Simandou), a procédé à la pose de la 1ère poutre sur le chemin de fer Transguinéen dans le cadre du désenclavement du site minier. Cette voie ferroviaire s'étendra sur plus de 552 km sur la ligne principale, comptera 15 gares et 170 ponts. A cela s'ajoutent les 73 km qui connecteront Beyla, où opère Rio Tinto, à la préfecture de Kérouané, pour un total de 625 km de voie ferrée. Ces infrastructures devraient permettre d'évacuer 120 M tonnes par an de minerais pendant la première phase et 160 M tonnes pendant la seconde.

Zambie – La Banque mondiale octroie 100 MUSD au secteur énergétique

Le 15 mars, la Banque mondiale a octroyé une subvention de 100 MUSD à l'électricien public ZESCO. Le financement vise à soutenir la première phase (2024-26) d'un programme plus large (700 MUSD sur 10 ans). Il ambitionne de restaurer la soutenabilité financière de l'entreprise, ainsi que de soutenir les campagnes d'électrification rurale et le développement de nouvelles capacités énergétiques renouvelables non-hydroélectriques. A terme, l'objectif est de catalyser les investissements privés dans le secteur énergétique (modèle PPP). Cette annonce intervient moins d'une semaine après que la Zambie a annoncé mettre en place des délestages électriques – coupures de courant programmées pour limiter la tension sur le réseau. Le secteur, qui repose quasi-exclusivement sur les capacités hydroélectriques (95% du mix énergétique) pâti en effet des sécheresses répétées (en lien avec l'impact du phénomène climatique El Nino), plongeant progressivement ZESCO dans une crise financière.

Cameroun – Rachat d'UPOWA par EDF

EDF Cameroun a annoncé le 19 février 2024 le rachat de la start-up UPOWA, spécialisée dans la fourniture de kits solaires au Cameroun. Cette acquisition permettra à EDF de renforcer sa présence dans le secteur de l'énergie au Cameroun. Cet investissement s'intègre dans la stratégie du groupe EDF d'accélérer le développement de solutions bas carbone au Cameroun. Le groupe EDF, fortement impliqué dans les grands projets de barrages hydroélectriques (Nachtigal et Kikot), entend accompagner UPOWA dans le déploiement de ses solutions et la diversification de son offre. Pour mémoire, présent au Cameroun depuis 2014, UPOWA fournit aux foyers situés en zone rurale un accès à une électricité propre et durable à un coût abordable.

Tchad – Annonce nationale sur l'augmentation du prix du carburant

Le Tchad a annoncé le 15 février la hausse du prix à la pompe des produits pétroliers. Désormais le prix du litre d'essence passe à 730 FCFA au lieu de 518 F CFA (+40,9 %), le Gasoil à 828 FCFA au lieu de 700 FCFA (+18,2 %), Jet A1 : 580 FCFA au lieu de 550 F CFA (+5,5 %). Les ministres de l'Aménagement du territoire de l'Habitant et de l'Urbanisme, et de l'Industrie et du Commerce ont justifié cette augmentation des prix par la volonté de décourager leur exportation frauduleuse vers des pays voisins.

RDC – Accord entre la GECAMINES et la JOGMEC sur les métaux critiques

Les USA, qui dirigent le Partenariat pour la sécurité des minéraux (MSP), ont annoncé début février la signature d'un protocole d'accord entre la Générale des carrières et des mines (GECAMINES) et l'Organisation japonaise pour la sécurité des métaux et de l'énergie (JOGMEC) du Japon sur l'exploration, la production et le traitement des minéraux critiques. Selon le Département d'État américain, ce protocole d'accord créera un cadre de coopération dans les domaines de l'exploitation minière et des ressources minérales dans le but d'élargir les opportunités commerciales pour les parties. Le MSP est une collaboration de 13 pays et de l'UE visant à catalyser les investissements publics et privés dans les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux critiques à l'échelle mondiale. Ses partenaires comprennent l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Finlande, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Norvège, la République de Corée, la Suède, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'UE.

RDC – Règlement d'une partie des arriérés de subventions pétrolières dus aux opérateurs

Le gouvernement a annoncé un financement de 123,5 M USD en partenariat avec quatre banques locales - EquityBCDC, FirstBank DRC, Ecobank RDC et Standard Bank - pour régler une partie des arriérés de subventions pétrolières. La dette de l'État est à ce titre d'environ 500 M USD, dont les 2/3 seraient dus aux marqueteurs. Il y a un grand nombre d'indépendants en RDC et quatre grands distributeurs, dont Total Energies, Engen, Cobil et Cohydro. L'accumulation de cette dette résulte du non-paiement par l'État de manque à gagner entre le prix de commercialisation et le prix d'achat. Pour le Fonds Monétaire International qui a conclu avec le gouvernement congolais en 2019 un programme soutenu par une Facilité Elargie de Crédit (FEC), ce système de subvention au prix des carburants devrait être réformé afin d'en limiter le coût pour les finances publiques. Dès avril 2022, le gouvernement avait entrepris des mesures pour maîtriser ce poste de dépense, en excluant notamment le secteur de l'aviation internationale du dispositif de subventionnement. En octobre 2023, cette rationalisation avait été étendue au secteur minier, représentant près de 20 % des manques à gagner. L'État subventionnerait encore à 40 % le coût des carburants à la pompe.

Industrie, transports et services

Afrique du Sud – Ouverture des infrastructures ferroviaires et portuaires de Transnet

Transnet, l'entreprise publique sud-africaine en charge de infrastructures ferroviaires et portuaires du pays, se prépare à une ouverture de son réseau ferroviaire et de ses ports au secteur privé. L'Afrique du Sud fait face à une terrible crise logistique, en

particulier concernant ces deux secteurs. A titre d'exemple, une enquête de la Banque Mondiale en 2021 avait identifié quatre ports sud-africains parmi les cinq plus congestionnés du monde. Le dernier de ce classement était le port de Durban. Concernant le chemin de fer, celui-ci est fortement dégradé (vols de câbles, manque de maintenance, mauvaise gestion...). En conséquence, sur les cinq dernières années, le nombre de marchandises transportées par le rail est passé de 226 millions à 150 millions de tonnes. Le gouvernement n'ayant pas les fonds requis pour financer les forts investissements nécessaires à la remise à niveau de Transnet, également fortement endetté, il a été décidé d'avoir recours au secteur privé. Selon Transnet, le processus de mise en service des trains privés sur les voies de Transnet débutera au cours du second semestre de l'année 2024. L'ouverture du réseau ferroviaire (21 232 kms) à la participation privée devrait de son côté débuter en avril 2024.

Kenya – Signature d'un prêt du Trésor de 128 MEUR pour le commuter rail de Nairobi

Les conventions de financement pour un prêt de 128 MEUR pour financer la réhabilitation du commuter rail de Nairobi a été signé le 1er mars 2024 par l'ambassadeur de France au Kenya Arnaud Suquet et le Secrétaire principal au Trésor Chris Kiptoo en présence du secrétaire d'Etat à la Mer et à la Biodiversité, Hervé Berville. Ce projet a pour objectif de moderniser le chemin de fer afin d'offrir de mobilité urbaine plus rapide, durable et abordable aux habitants de Nairobi en réduisant la congestion routière et les émissions de GES et polluants. Il va permettre de créer un système de gestion numérisé et automatisé des billets pour l'ensemble du réseau existant, de rénover la ligne 5 du commuter de Nairobi en triplant la vitesse moyenne et d'installer un système de signalisation moderne sur cette ligne. La mise en œuvre du projet sera assurée par un consortium de trois entreprises françaises, Egis, Thales et ESAF, avec leurs sous-traitants kényans.

Togo - Travaux de réalisation de 21 ponts pour le désenclavement de plusieurs zones rurales

Le 20 mars, le Président de la République a officiellement lancé les travaux de réalisation de 21 ponts de désenclavement des zones rurales. Les travaux consistent en la construction, par l'entreprise française Matière, de 21 ponts modulaires mixtes acier-béton sur une distance de près de 2,3 km linéaires et répartis dans les 5 régions du pays, pour un coût global d'environ 100 M EUR (65 Mds FCFA). Le projet est notamment financé par un prêt direct du Trésor français de 40 M EUR, complété par un crédit garanti par Bpi France à hauteur de 38 M EUR. D'après les prévisions, les travaux devraient durer 36 mois. Une fois achevés, les ponts permettront notamment d'améliorer l'accès des populations aux infrastructures de base et de faciliter l'acheminement des produits agricoles issus de ces territoires.

Nigeria – Le 2e tronçon du train urbain de Lagos est officiellement fonctionnel

Le 29 février dernier, le président Bola Tinubu a inauguré la mise en service commerciale de la Red line, le deuxième tronçon du train urbain de Lagos. Longue de 37km, la Red line s'étend de la localité d'Agbado (Etat d'Ogun) au quartier d'Oyingbo à Lagos. Elle dessert 13 stations, qui comprennent les principaux terminaux de bus tels que celui de Yaba, de Oshodi, d'Ikeja, d'Oyingbo et de Iju. Cette nouvelle ligne de train urbain est dotée d'une capacité de 500 000 passagers par jour et effectuera 37 trajets quotidiens. Elle complète la première phase de la Blue line, mise en service en septembre 2023, qui transporte jusqu'à 250 000 passagers par jour entre Okokomaiko (Est de Lagos) et Marina (Lagos Island). Ces lignes rouge et bleue sont développées dans le cadre du projet Lagos Rail Mass Transit (LMRT), qui prévoit également la construction de cinq autres grandes lignes de train urbain dans Lagos et ses périphéries (Green Line, Yellow Line, Purple Line, Orange Line et Brown Line).

Rwanda – Le secteur financier rwandais enregistre un montant d'actifs record

Le secteur financier rwandais continue de se développer, avec un montant d'actifs record, évalué à 7,6 Md EUR (10,6 tn Rwf) en 2023, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. Actuellement, 664 institutions financières (banques, fonds de pensions, fintechs ou acteurs de la microfinance) licenciées par la banque centrale rwandaise. Ces institutions financent l'économie à hauteur de 66,7 % du PIB, soit une augmentation de 1,8 point de pourcentage par rapport à 2022, le crédit au secteur privé représentant notamment à 31 % du PIB en 2023. Parmi les sous-secteurs financiers, l'industrie bancaire représente 5,2 Md EUR ; les actifs de fonds de pension, 1,07 Md EUR ; les actifs ; l'assurance, 690 M EUR et la microfinance 454 MEUR. Le paysage financier a été marqué par l'entrée d'acteurs industriels ainsi que par des fusions acquisitions dans différents sous-secteurs, dont celui des services de paiement.

Congo – Port de Pointe-Noire : la Turquie poursuit son expansion

Le groupe turc Albayrak s'est vu attribuer le 16 janvier 2024 la concession des terminaux conventionnels du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) pour une durée de 25 ans. Le groupe turc consentirait 401 M EUR d'investissements pour la réhabilitation, la modernisation, l'expansion et l'exploitation des terminaux conventionnels du PAPN, afin de faire de ce Port un véritable hub en Afrique centrale. Cette concession vient consolider la présence turque au Congo, après l'attribution en août 2023 à la société turque ULSAN Mining Congo SAU d'un permis d'exploitation de fer, dit permis Mayoko-Moussondji. Ce gisement disposerait de réserves estimées à 917 M de tonnes de fer. L'investissement total est estimé à 15 Mds USD.

Gabon – Le gouvernement annonce la création de Fly Air Gabon Holding

Le gouvernement a présenté le 7 février un projet d'ordonnance portant création, attributions et organisation de Fly Air Gabon Holding. Cette nouvelle société d'État aurait pour objectif la « prise » de participations dans toutes les entreprises gabonaises ou étrangères dont l'activité est rattachée au domaine du transport. Dotée pour son fonctionnement d'un conseil d'administration et d'une direction générale, Fly Air Gabon Holding disposera d'un droit de préemption sous certaines conditions non communiquées pour le moment.

Agriculture et agroalimentaire

Congo – L'entreprise française FRM contribue à la reforestation

Le groupe français Forêt Ressources Management (FRM) est notamment l'opérateur du projet Batéké carbon sink (Bacasi) pour le compte de TotalEnergies. Le projet prévoit la plantation de 38 000 ha destinés aux puits carbone et 2 000 ha pour des activités agro-forestières, sur les plateaux Batéké au nord du pays. Il représenterait un investissement de 250 M USD d'ici 2050. Des plantations d'acacias et de manioc ont déjà été réalisées sur 5 000 ha. Par ailleurs FRM a mené au Congo une mission d'experts forestiers. FRM va soutenir les autorités en venant en appui au Programme National d'Afforestation et de Reboisement (PRONAR). FRM compte également proposer des programmes de recherche et développement, déployer de nouveaux équipements et diversifier le matériel génétique utilisé.

Gabon – L'État gabonais entre à hauteur de 35 % dans le capital de Ceca-Gadis

Le 31 janvier, le président de la Transition Brice Oligui a reçu le certificat de propriété des parts détenues par l'État au sein du Groupe Ceca-Gadis, leader national de la grande distribution. Désormais, 35 % du capital social est détenu par l'État du Gabon à travers la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Par la promotion des produits « Made in Gabon », cette acquisition devrait servir à réduire la part des importations alimentaires de 90 % aujourd'hui à 75 % d'ici quatre ans, ainsi qu'à appuyer le développement de l'agriculture dans le pays.

Agenda

| | | |
|-----------------------|--|-------------------------------|
| 29-31 janvier 2024 | CEMAC Fintech Forum | Douala, Cameroun |
| 5-8 février 2024 | Mining Indaba | Le Cap, Afrique du Sud |
| 19-23 février 2024 | Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat | Yaoundé, Cameroun |
| 20-25 février 2024 | Ocean Innovation Africa | Le Cap, Afrique du Sud |
| 5-7 mars 2024 | Africa Energy Indaba | Le Cap, Afrique du Sud |
| 17-19 avril 2024 | Cameroon Investment Forum | Douala, Cameroun |
| 24-26 avril 2024 | 8 ^e édition de la semaine française de Kinshasa | Kinshasa, RDC |
| Avril 2024 | EU Business Forum | Nigéria |
| 23 avril 2024 | Forum du CIAN, "Investir en Afrique 2024" | Paris, France |
| 30 avril 2024 | Forum économique RDC | Paris, France |
| Mai 2024 | EU Business Summit | Ghana |
| 14-15 mai 2024 | Invest in Africa Energy | Paris, France |
| 14-17 mai 2024 | NAMPO, salon de l'agriculture | Bothaville, Afrique du Sud |
| 12-14 juin 2024 | Mining Week Lubumbashi | Lubumbashi, RDC |
| Octobre 2024 | Business Forum régional de la chambre de commerce | Johannesburg, Afrique du Sud |
| Novembre 2024 | French week | Nigéria |
| 11-14 novembre 2024 | AfricaCom | Le Cap, Afrique du Sud |

Contacts

Afrique australe

Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe : **Thibault Dornon**

Angola : **François Removille**

Mozambique, Eswatini : **Philippe Autier**

Afrique centrale

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad : **Michel Drobniak**

Congo : **Guillaume Prevost**

RDC : **Thierry Blin**

Gabon, Sao Tomé : **Pascal Fornage**

Afrique de l'Est et Océan indien

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda, Soudan : **Jérôme Baconin**

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles : **Béatrice Alperte**

Ethiopie, Erythrée, Djibouti : **Julien Defrance**

Ouganda, Soudan du Sud : **Grégory Sidrac**

Tanzanie : **Annie Biro**

Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone, Burkina, Niger : **Daniel Gallissaires**

Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie : **Christophe Morchoine**

Togo, Bénin : **Jérôme Frouté**

Nigéria-Ghana

Nigéria : **Florent Mangin**

Ghana : **Jean-Noël Blanc**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Thomas Kergonou-Jimenez (thomas.kergonoujimenez@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : services économiques situés en Afrique subsaharienne

Abonnez-vous : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>